

Numéro	Objet	Date	Nomenclature
088/2024	Pacte territorial France Rénov'	10/12/2024	5.7 Intercommunalité

Envoyé en préfecture le 12/12/2024

Reçu en préfecture le 12/12/2024

Publié le

ID : 013-211300363-20241210-24_CM_088-DE



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

L'an deux mille **vingt-quatre**, le **dix décembre**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures**, **Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.

Conseillers en exercice : **27**
Présents : **24**
Procurations : **2**
Votes : **26**

Date de la convocation : **4 décembre 2024**

OBJET : Pacte territorial France Rénov'

Résultat du vote :

Pour : **26**
Contre : **0**
Abstentions : **0**

Étaient présents les Conseillers Municipaux : **GAVANON** Michel, **TROUSSEL** Marc, **POURTIER** Yvette, **DELAIR** Patrick, **MISTRAL** Christiane, **PANCIN** Pierre, **NIETO** Corinne, **AMAT** Bruno, **REY** Nathalie, **BOUCHET** Aurélien, **ROSSI** Yannick, **FRESQUET** Véronique, **SALINAS** Bérangère, **BARAT** Michel, **OWEDYK** Corinne, **CHAUVIN** Kenny, **AMIARD** Ludivine, **COSTES** Delphine, **KAPPES** Vincent, **MOUSSY** Éric, **JULLIAN** Madeleine, **GIORDANI CONSTANSO** Marie-Hélène, **HOUDIN** Florence, **LIBOUREL** Vincent.

Absents excusés et représentés : **DELABRE** Éric représenté par **GIORDANI CONSTANSO** Marie-Hélène, **PERRIN** Christine représentée par **HOUDIN** Florence

Absent excusé : **ROSELLO** Louis

Par délibération en date du 7 octobre 2021 le conseil municipal d'Eyragues a décidé de participer au « Dispositif d'Amélioration de l'Habitat » : PIG Intercommunal et a donc autorisé Le Maire à signer la Convention-Cadre du Programme d'Intérêt Général.

La participation prévisionnelle financière communale d'Eyragues était comme suit :

	PROPRIÉTAIRES OCCUPANTS		PROPRIÉTAIRES BAILLEURS
	Cible n°1 : Énergie	Cible n°2 : Adaptation	Cible n°3 : Logement social
Montant proposé (€)	15 000,00 €	4 200,00 €	16 000,00 €
Objectif (logements)	22	14	4

Les services de l'Etat ont informé Terre de Provence Agglomération de la mise en place d'un nouveau mode de contractualisation entre les Collectivités et l'ANAH pour déployer un service public d'accompagnement à l'amélioration de l'habitat privé sur l'ensemble du territoire national, impliquant la suppression des opérations programmées (OPAH et PIG), au 1^{er} janvier 2025.

L'objectif principal est de créer un guichet unique sur l'amélioration de l'habitat et l'énergie, regroupant les pôles énergie portés par l'ADEME et les politiques portées par l'Anah, et d'assurer une couverture nationale réduisant les inégalités territoriales en matière d'accompagnement à l'amélioration de l'habitat privé.

Ce mode de contractualisation, le « Pacte territorial France Rénov' », constitue un schéma de gouvernance et de financement signé par l'Etat, l'ANAH et l'EPCI. Dans la continuité du programme SARE déployé par les conseils régionaux ces dernières années, qui prendra fin le 31 décembre 2024, il doit comporter des actions-socles (animation, mobilisation des publics, information, conseil et orientation, soit la portée actuelle des Espaces Conseil France Rénov'), et peut comporter une action facultative (accompagnement à la rénovation de l'habitat soit mission actuelle des assistants à maîtrise d'ouvrage tels que Soliha) et des actions complémentaires (études, dispositifs d'intervention spécifiques par exemple sur les copropriétés, l'habitat dégradé ou encore l'autonomie). L'ensemble des actions seront co-financées dans le cadre du Pacte territorial.

Aujourd'hui, le programme d'intérêt général « Habiter mieux en Terre de Provence » assure déjà les actions-socles et plus, avec un niveau d'accompagnement plus poussé que les Espaces Conseil France Rénov'. Etant donné sa temporalité sur la base d'une convention signée le 8 novembre 2022 et dont la durée d'application va jusqu'au 8 novembre 2025, sa mise en œuvre en l'état se poursuit donc jusqu'à cette première échéance. Passée cette date, il conviendra d'assurer une continuité en matière de service d'accompagnement à l'amélioration de l'habitat privé dans le cadre du Pacte territorial France Rénov'.

Pour cela, il est attendu des collectivités qu'elles délibèrent avant le 31 décembre 2024 pour signer le Pacte territorial France Rénov' avant l'été 2025, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2025.

Le Conseil Municipal, à l'Unanimité décide de :

Valider le principe de signature d'un Pacte territorial France Rénov', permettant le maintien de la mise en œuvre du programme d'intérêt général actuel a minima jusqu'au 8 novembre 2025, et assurant une continuité du service public d'accompagnement à l'amélioration de l'habitat privé par la suite,

Autoriser M. Le Maire ou son représentant à signer tout document correspondant.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.

Michel GAVANON



Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité. Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site Internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception par le représentant de l'Etat ;
- date de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de la Commune ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.